

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - COORDINATION
SPS**

Bat 15 - 12 rue Michel Labrousse BP 64797
31047 TOULOUSE Cedex 1

Tél : +337 52 60 70 63
Mél : arnaud.doumeng@bureauveritas.com

N° affaire : 15090272_1-84YEFAE

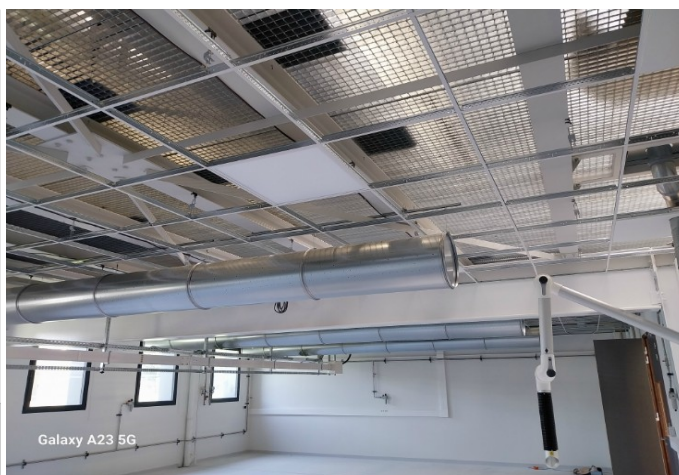
Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé


Opération :
**31/LABEGE - AMENAGEMENT INTERIEUR BATIMENT
BART HALLE 2**
CEA Tech Occitanie, 51 Rue de l'Innovation
31670 LABEGE

Destinataire :
CEA GRENOBLE
Aline DECHAMP CEAGRE/DPEI/CPRTT
17 RUE DES MARTYRS
38054 GRENOBLE CEDEX 9

**Dossier d'Intervention Ulérieure sur
l'Ouvrage**

D.I.U.O.



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
26/07/2024	Rev0	DIUO	Arnaud DOUMENG
12/08/2024	Rev1	Correction du MOA	Arnaud DOUMENG
19/09/2024	Rev2	Correction du MOA	Arnaud DOUMENG 

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
OBJET DE L'OPÉRATION	2
DOSSIER DE MAINTENANCE DES LIEUX DE TRAVAIL - DMLT	2
DISPOSITIONS DE NATURE A FACILITER L'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE	3
RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
FICHES D'INTERVENTION	5
Fiche d'intervention N°1	5
Fiche d'intervention N°2	7
Fiche d'intervention N°3.1	10
Fiche d'intervention N°3.2	12
Fiche d'intervention N°3.3	15
Fiche d'intervention N°3.4	18
Fiche d'intervention N°4	21
Fiche d'intervention N°5.1	24
Fiche d'intervention N°5.2	27
Fiche d'intervention N°6	29
Fiche d'intervention N°7	31
LISTE DES ENTREPRISES	33
LISTE DES PIECES JOINTES AU D.I.U.O.	36

PREAMBULE

La transmission du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) au Maître de l'Ouvrage fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Il est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage.

Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

Ce dossier doit être actualisé au fur et à mesure des nouveaux aménagements et modifications.

Le Dossier d'Interventions Ulérieures ne concerne pas la prévention des risques dus à l'utilisation proprement dite des ouvrages et équipements.

De même, il n'intéresse pas les ouvrages ou parties d'ouvrages extérieurs à l'opération pour laquelle le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé a été missionné.

OBJET DE L'OPÉRATION

Le projet consiste à aménager partiellement la halle technique existante du bâtiment BART2 au sein du site de la Plateforme de Recherche et de Transfert Technologique (PRTT) de Toulouse, sur la commune de Labège. Cet aménagement sera dédié à des activités de recherche et développement du CEA et de ses partenaires sur des activités d'électronique de puissance des technologies grand gap (WBG) et aux tests applicatifs et environnements associés (IAV).

DOSSIER DE MAINTENANCE DES LIEUX DE TRAVAIL - DMLT

- ◆ Si le bâtiment est soumis à l'article R.4211-3 : **Le maître d'ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs un Dossier de Maintenance de Lieux de Travail (DMLT).**
- ◆ **Ce document doit être joint au DIUO. Réglementairement il ne fait pas partie de la mission du CSPS.**
- ◆ Ce dossier doit comprendre les éléments prévus aux articles R4212-7, R 4213-4 et R 4215-3 notamment :
 - À les niveaux minimum d'éclairage et les règles d'entretien du matériel d'éclairage,
 - À les installations de ventilation, aération et assainissement et les règles d'entretien,
 - À les schémas électriques,
 - À les plans de signalisation des organes de commande, d'éclairage...

DISPOSITIONS DE NATURE A FACILITER L'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

- Les dispositions et dispositifs de nature à faciliter les interventions ultérieures en sécurité sont énumérés par le mode de fiche d'intervention.
- Ces fiches concernent uniquement l'entretien des ouvrages objets de l'opération et ne prennent aucunement en compte la maintenance des installations d'exploitation.
- Ces fiches sont conçues de manière à être mises à jour le cas échéant par le Maître de l'Ouvrage ou le coordonnateur SPS s'il est requis pour toute modification de l'ouvrage.
- Etablissement obligatoire avant travaux d'un Plan de Prévention : avant l'établissement du Plan de Prévention, une visite préalable du site sera réalisée avec l'exploitant. Cette visite permettra de connaître les contraintes propres à la base, les zones de travaux / stockage à baliser.
- Demande à l'exploitant d'un permis de feux pour tous travaux par point chaud et/ou de flamme nue.
- Les fiches d'interventions ci-après pourront être jointes au plan de prévention.

RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

- 1- Éviter les risques ;
- 2- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3- Combattre les risques à la source ;
- 4- Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- 5- Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
- 6- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
- 7- Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
- 8- Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
- 9- Donner les instructions appropriées aux travailleurs

Fiche d'intervention N°

1

Intervention pour tous travaux sur : **Couvertures**

Localisation de l'intervention : **Toiture haute**

ACCES par un escalier métallique (saut de loup)

ELEMENTS A ENTRETENIR Equipements divers (exutoires désenfumage, conduits, naissances EP, etc), examen visuel

RISQUES IDENTIFIES Chute de hauteur, chute d'objet, chute de plain-pied

DISPOSITIONS DE SECURITE Accès par un escalier métallique avec palier d'accès à la toiture, Acrotères hauts en béton.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

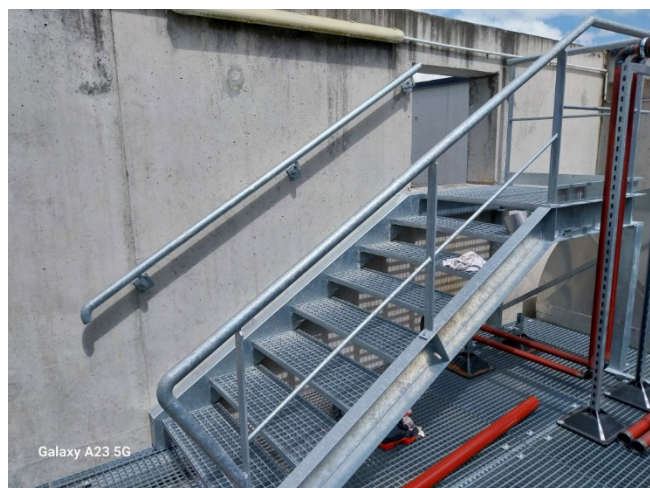
Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

**Plans ou
Documents de
Reference**

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.
Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.



Fiche d'intervention N°

2

Intervention pour tous travaux sur : **Surfaces vitrées Porte fenêtre**

Localisation de l'intervention : **Dégagement au RDC**

ACCES	de plain-pied, au droit de l'ouvrage
ELEMENTS A ENTREtenir	Nettoyage
RISQUES IDENTIFIES	Chute de hauteur, chute d'objet, chute de plain-pied
DISPOSITIONS DE SECURITE	Sol libre de tout encombrement.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

**Plans ou
Documents de
Reference**

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.
Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et
BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.



Fenêtres

Fiche d'intervention N°

3.1

Intervention pour tous travaux sur : **Locaux techniques**

Localisation de l'intervention : **Vide sanitaire**

ACCES	Accès au vide sanitaire par un escalier béton intérieur et une porte.
ELEMENTS A ENTREtenir	Accès aux câbles d'éclairage, réseaux divers
RISQUES IDENTIFIES	Chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)
DISPOSITIONS DE SECURITE	Accès au vide sanitaire par un escalier béton intérieur et une porte. Présence d'éclairages, ventilation naturelle.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

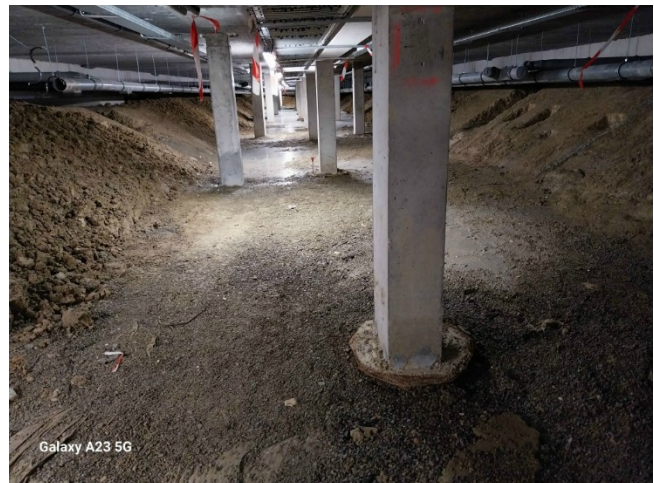
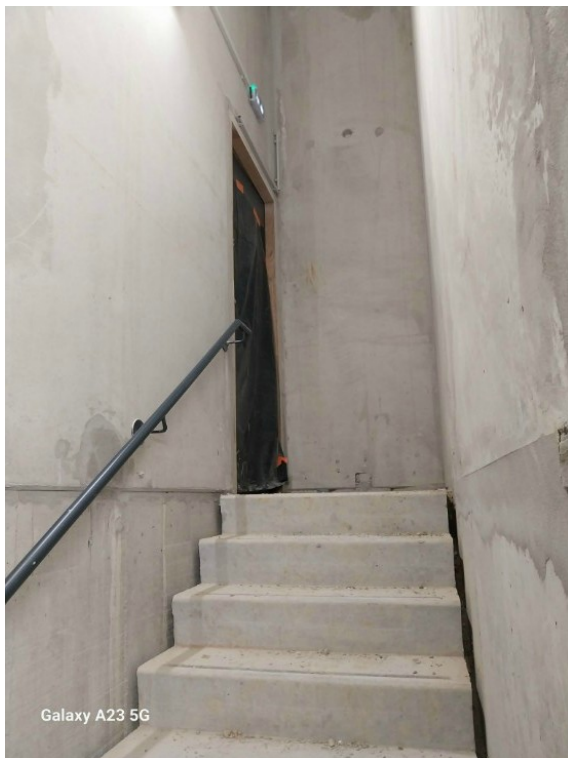
**Plans ou
Documents de
Reference**

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.



Fiche d'intervention N°

3.2

Intervention pour tous travaux sur : **Locaux techniques Plancher technique**

Localisation de l'intervention : **Mezzanine**

ACCES Accès au plancher technique par un escalier métallique ou une échelle à crinoline.

ELEMENTS A ENTREtenir Accès aux câbles d'éclairage, capteurs en plafonds, câbles pour alimentation force au milieu du labo (hors goulotte murale), exutoires de désenfumage

RISQUES IDENTIFIES Chute de hauteur, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...), risque de heurt à la tête (port du casque obligatoire)

DISPOSITIONS DE SECURITE Accès au plancher technique par un escalier métallique ou une échelle à crinoline.
Présence de garde-corps définitifs.
Plancher bas type caillebotis démontables pour accès au plénum du faux plafond modulaire.
Pour les interventions en hauteur, sur les caillebotis (éclairages, réseaux...), l'utilisation de moyens usuels (PIR, PIRL, échafaudage...) est à prévoir.

Approvisionnements du matériel sur le plancher technique (pour CTA et autre) : 2 aires d'approvisionnement sont présentes (côté escalier et côté aire de déballage) et matérialisées à l'aide de 2 barrières écluses.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

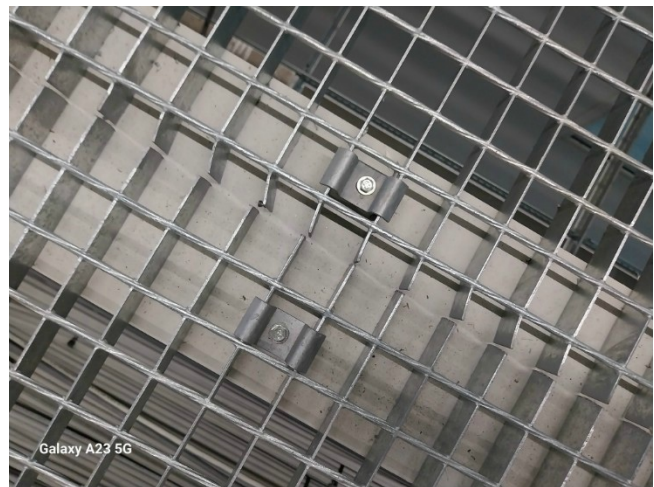
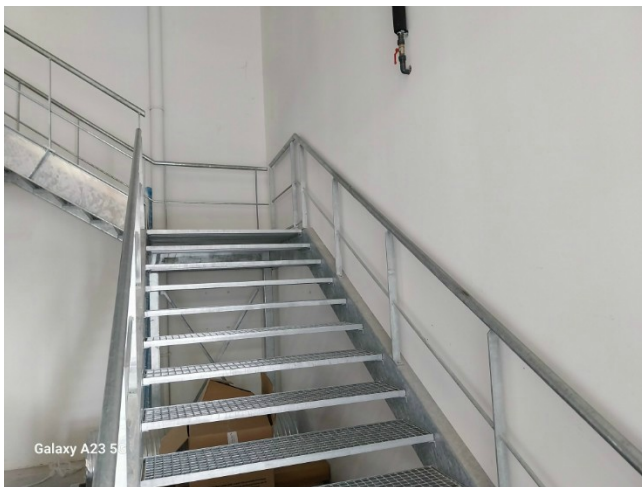
**Plans ou
Documents de
Reference**

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.





Fiche d'intervention N°

3.3

Intervention pour tous travaux sur :

Locaux techniques Intervention en sous face du plénum technique, entre le plancher technique et le faux plafond modulaire

Localisation de l'intervention : Mezzanine

ACCES	depuis le plancher technique. Accès au plancher technique par un escalier métallique ou une échelle à crinoline.
ELEMENTS A ENTRETENIR	Accès aux câbles d'éclairage, capteurs en plafonds, câbles pour alimentation force au milieu du labo (hors goulotte murale)
RISQUES IDENTIFIES	Chute de hauteur, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...), risque de heurt à la tête (port du casque obligatoire)
DISPOSITIONS DE SECURITE	Accès au plancher technique par un escalier métallique ou une échelle à crinoline. Présence de garde-corps définitifs, barrières éclusées à chaque extrémité. Plancher bas type caillebotis démontables pour accès au plénum du faux plafond modulaire.

Le CEA de Labège met à disposition des entreprises amenées à intervenir en Plénum technique de la halle BART2 dans la sous face du caillebotis (dans le faux plafond non porteur sous le plénum technique) deux type de protection :

- 2 Treillis antichute pour trappe d'accès/élément de caillebotis de dimension supérieure à une dalle de caillebotis,
- 2 barrières de regard de chantier extensible carré ou rectangle de dimension supérieure à une dalle de caillebotis.

Toute intervention devant être réalisée dans le plénum depuis la mezzanine doit prendre en compte ces protections amovibles.

Le CEA met à disposition des entreprises ces 2 barrières. La mise en sécurité individuelle du personnel qui intervient est à charge de chaque entreprise. Avant de démarrer toute intervention dans cette zone, chaque entreprise rédige systématiquement dans son plan de prévention une procédure détaillant les modalités d'intervention et de mise en sécurité du personnel. Cette procédure globale doit être détaillée par chaque entreprise et validée par le CEA, avant démarrage des travaux d'entretien.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

**Plans ou
Documents de
Reference**

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.



Exemple de protections antichute



Exemple de barrière de regard de chantier extensible

Fiche d'intervention N°

3.4

Intervention pour tous travaux sur :

Locaux techniques Intervention entre le plancher technique et le faux plafond modulaire

Localisation de l'intervention : Mezzanine

ACCES	depuis le RDC, dans les laboratoires, les circulations, dégagements, locaux techniques et autres
ELEMENTS A ENTRETENIR	Accès aux câbles d'éclairage, capteurs en plafonds, câbles pour alimentation force au milieu du labo (hors goulotte murale)
RISQUES IDENTIFIES	Chute de hauteur, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)
DISPOSITIONS DE SECURITE	Accès de plain-pied depuis les laboratoires et locaux du RDC, Plafonds démontables avec possibilité d'intervention par le dessous (depuis locaux) avec des moyens usuels (PIR, PIRL, échafaudage...) pour les équipements au plafond donnant dans les locaux.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté

à l'intervention.

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

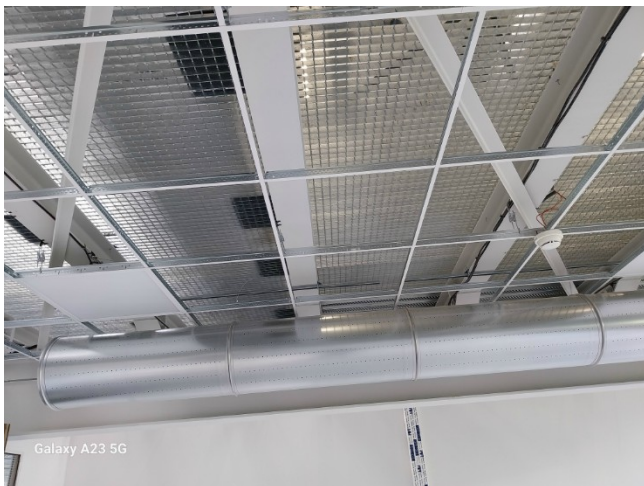
**Plans ou
Documents de
Reference**

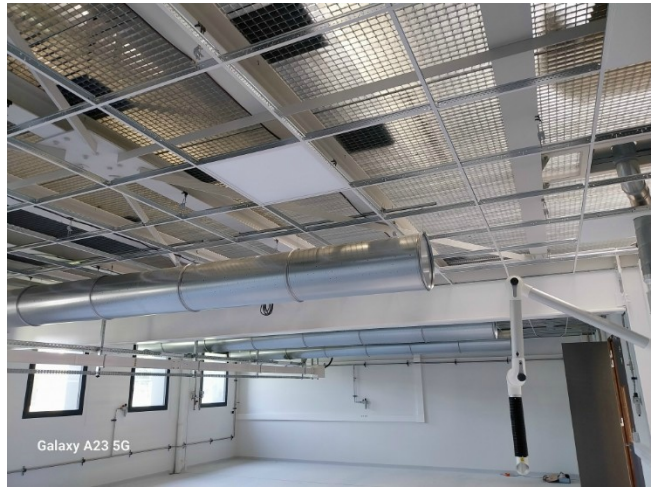
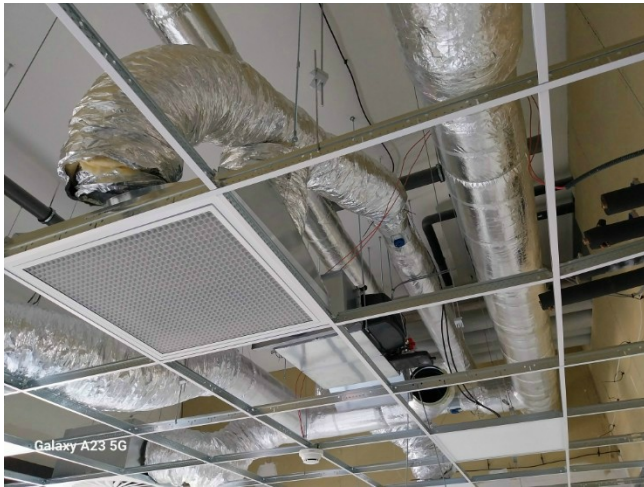
DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.





Fiche d'intervention N°

4

Intervention pour tous travaux sur : **Installation électrique - Eclairage**

Localisation de l'intervention : **Tous locaux : laboratoires, circulations, mezzanine, vide sanitaire, etc**

ACCES	de plain-pied, au droit des ouvrages.
ELEMENTS A ENTREtenir	Ampoules
RISQUES IDENTIFIES	Chute de hauteur, chute d'objet, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)
DISPOSITIONS DE SECURITE	Sol libre d'encombrement.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

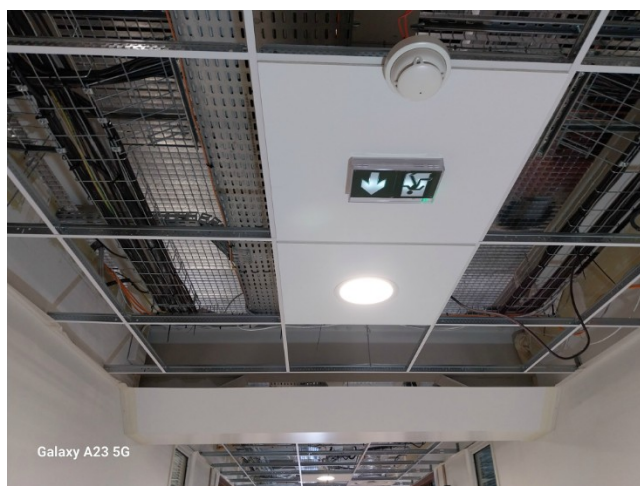
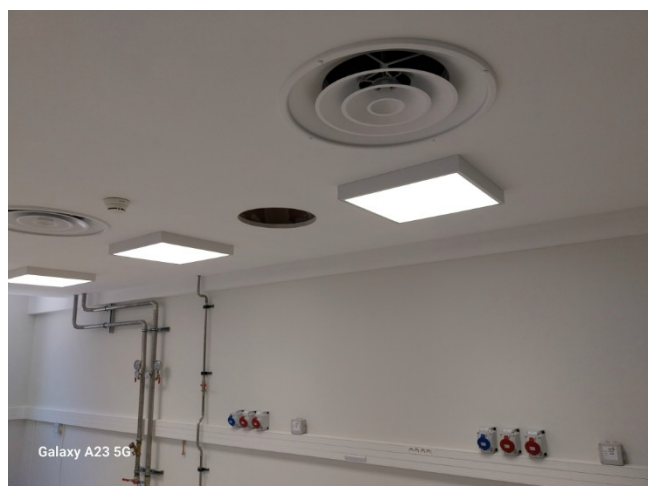
**Plans ou
Documents de
Reference**

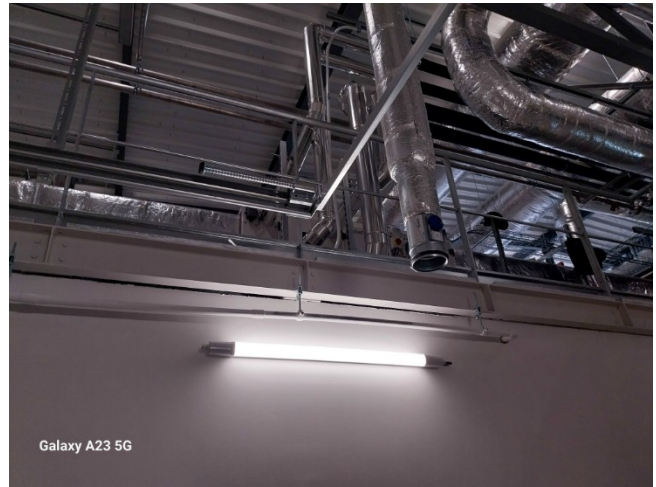
DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.





Fiche d'intervention N°

5.1

Intervention pour tous travaux sur :

Installations techniques - Réseaux Gaines techniques, réseaux dans les faux plafonds, sur la mezzanine

Localisation de l'intervention : Gaines techniques, réseaux dans les faux plafonds, sur la mezzanine

ACCES de plain-pied, au droit des ouvrages.

**ELEMENTS A
ENTREtenir** Entretien courant

**RISQUES
IDENTIFIES** Chute de hauteur, chute d'objet, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)

**DISPOSITIONS DE
SECURITE** Sol libre d'encombrement,
Gaines fermées par des portes.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

**Plans ou
Documents de
Reference**

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

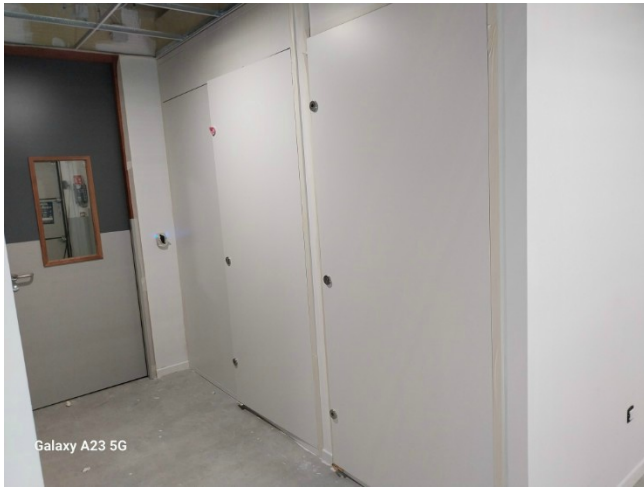
DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.





Fiche d'intervention N°

5.2

Intervention pour tous travaux sur :

Installations techniques - Réseaux Grille extraction côté extérieur façade jonction voiles des box 227A et 229A.

Localisation de l'intervention : **Façade extérieur**

ACCES de plain-pied, au droit de l'ouvrage.

**ELEMENTS A
ENTREtenir** Entretien courant

**RISQUES
IDENTIFIES** Chute de hauteur, chute d'objet, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)

**DISPOSITIONS DE
SECURITE** Sol libre d'encombrement.
Présence de treuils.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

**Plans ou
Documents de
Reference**

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.

Fiche d'intervention N°

6

Intervention pour tous travaux sur : **Equipements techniques Toiture
terrasse inaccessible**

Localisation de l'intervention : **Centrale de traitement d'air**

ACCES	Accès à la toiture terrasse inaccessible par un escalier béton intérieur et une porte. Accès à la plateforme de la CTA par un escalier métallique.
ELEMENTS A ENTRETENIR	Entretien courant selon recommandations du fabricant
RISQUES IDENTIFIES	Chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)
DISPOSITIONS DE SECURITE	Accès à la toiture terrasse inaccessible par un escalier béton intérieur. Accès à la plateforme de la CTA par un escalier métallique. Présence d'acrotères béton périphériques d'une hauteur d'1 mètre au moins.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

**Plans ou
Documents de
Reference**

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.



Fiche d'intervention N°

7

Intervention pour tous travaux sur :

Revêtement de sol - Revêtement muraux - Faux plafond A l'intérieur, murs et sols

Localisation de l'intervention : Tous locaux du RDC

ACCES de plain-pied, au droit des ouvrages.

ELEMENTS A ENTRETENIR Nettoyage

RISQUES IDENTIFIES Chute de hauteur, chute d'objet, chute de plain-pied, risques électriques (électrocution, électrisation...)

DISPOSITIONS DE SECURITE Sol plan.

Remarques :

Poste de travail au moyen d'échelle ou d'escabeau interdit. Toujours donner la priorité aux protections collectives. Privilégier les moyens usuels (plates-formes de travail type PIR, PIRL (gazelle), échafaudage, plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP), etc).

La formation et l'habilitation du personnel au montage/démontage des échafaudages et/ou à la conduite d'engin (CACES, autorisation de conduite du chef d'entreprise, etc) doivent être valides et à jour au moment de l'intervention. Les Vérifications Générales Périodiques de chaque engin doivent aussi être à jour au moment de l'intervention.

Avant d'installer un échafaudage ou d'utiliser une PEMP, l'entreprise doit toujours faire une étude d'adéquation préalable entre l'assise et la stabilité du sol et le moyen d'accès en hauteur utilisé.

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention en tenant compte de la courbe de chute. Privilégier les interventions successives et non simultanées.

La zone d'intervention doit être interdite d'accès au public, à cet effet elle est balisée et fermée par un périmètre de sécurité. Mettre également en place sur le périmètre de sécurité, une signalisation indiquant le danger. Maintenir les circulations libres et dégagées de tout encombrement.

Le travail isolé doit être évité, les interventions doivent se faire à minima en binôme afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais (conformément à l'article R. 4512- 13 du code du travail). L'entreprise qui démarre ses interventions doit signaler la présence du personnel au chef d'établissement ou au gestionnaire. Le personnel doit être doté d'un moyen d'alerte : téléphone portable, DATI, etc...

Avant d'intervenir, chaque entreprise s'assure que les réseaux sont consignés selon le respect des normes et des textes réglementaires en vigueur. Cette consignation doit être effectuée par un intervenant formé, qualifié et titulaire d'un titre d'habilitation valide et adapté à l'intervention.

**Plans ou
Documents de
Reference**

Le personnel qui intervient doit être formé et habilité aux risques électriques.

DOE reçus de SPIE, KALITEC, LORENZI, PEREA, DEMATHIEU & BARD.

Les plans référence BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002) et BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A.

Avant toute intervention, les entreprises doivent consulter le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et le DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage). Ces documents sont communiqués aux entreprises par le gestionnaire, le chef d'établissement, le maître d'ouvrage ou autre responsable du site chargé de l'exploitation.

Au préalable, les entreprises prennent contact avec le responsable du site (gestionnaire, chef d'établissement, maître d'ouvrage, etc) pour définir les conditions d'accès et recevoir les consignes de sécurité.

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION -
COORDINATION SPS**Bat 15 - 12 rue Michel Labrousse BP 64797
31047 TOULOUSE Cedex 1**BUREAU
VERITAS**Opération : 31/LABEGE - AMENAGEMENT
INTERIEUR BATIMENT BART HALLE 2
N° affaire : 15090272_1-84YEF AE**LISTE DES ENTREPRISES**

Rôle(s)	Raison sociale	Adresse	CP - Ville	
	Interlocuteur	Email	Téléphone	Fax
Maîtrise d'ouvrage				
	CEA GRENOBLE	17 RUE DES MARTYRS	38054 GRENOBLE CEDEX 9	
	Aline DECHAMP CEAGRE/DPEI/ CPRTT	aline.dechamp@cea.fr	06 75 26 75 41	
	Gérard SANCHEZ - Ingénieur sécurité CELLULE DRT/CEAGRE/SPNS	gerard2.sanchez@cea.fr		
	Loïc BESSEDE	Loic.BESSEDE@cea.fr		
	Mme MARTIN	Phenicia.MARTIN@cea.fr		
	Robin TERCHI	Robin.TERCHI@cea.fr		
Coordonnateur SPS				
	--- BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	12 RUE MICHEL LABROUSSE - BAT 15 - BP 64797	31047 TOULOUSE CEDEX 1	
	Arnaud DOUMENG	arnaud.doumeng@bureauveritas.com	07 52 60 70 63	
Maîtrise d'œuvre				
	EGIS & APC ARCHITECTES	9 Rue Paul Mesplé	31100 Toulouse	
	Elise BLANC	contact@apcarchitectes.fr		
	Laurent WETTER	laurent.wetter@egis.fr	06 87 61 93 56	
	Patrice CHABERT	contact@apcarchitectes.fr		
Infrastructure - Gros Œuvre (Titulaire)				
	CDS / Etanchéité	ZI Activestre	31390 CARBONNE	
	Louis QUINTERNET	quinternet@cds-dl.fr		
Infrastructure - Gros Œuvre (Titulaire)				
	DEMATHIEU & BARD / Charpente métal. – GO - Serrurerie - Men. Exter.	N° 57, RUE ERNEST RENAN CS 97508	31075 TOULOUSE CEDEX 2	
	Contact	Secretariat.regionsud@demathieu- bard.fr		
	M. DUTREY	boris.dutrey@demathieu-bard.fr	06 84 18 68 11	
	Maxime CACACE	maxime.cacace@demathieu-bard.fr	06 72 69 65 83	
Second oeuvre (Sous-Traitant de KALITEC / Plomberie - CVC - GTC - Désenfumage)				
	GEOFFREY GINESTET-CROS / Sous- traitant CVC			
	Geoffrey GINESTET	gginestetcros@gmail.com	06 82 11 86 03	
Second oeuvre (Titulaire)				
	KALITEC / Plomberie - CVC - GTC - Désenfumage	31 avenue Mercure	31130 QUINT FONSEGRIVES	
	Arnaud ALMARIC	arnaud.almaric@kalitec.fr		
	Dorian TOURNIER	dorian.tournier@kalitec.fr		
	Robin BLONDY	robin.blondy@kalitec.fr		
(Titulaire)				
	LACAZE SARL / Sols souples - sols durs du second oeuvre	1357 av. de Falguières	82000 MONTAUBAN	

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION -
COORDINATION SPS**Bat 15 - 12 rue Michel Labrousse BP 64797
31047 TOULOUSE Cedex 1**BUREAU
VERITAS**Opération : 31/LABEGE - AMENAGEMENT
INTERIEUR BATIMENT BART HALLE 2
N° affaire : 15090272_1-84YEF AE

Rôle(s)	Raison sociale	Adresse	CP - Ville	
	Interlocuteur	Email	Téléphone	Fax
	M. MARTIN	contact@lacaze-sarl.com		
Serrurerie (Sous-Traitant de DEMATHIEU & BARD / Charpente métal. – GO - Serrurerie - Men. Exter.)				
	LARROQUE METAL / Pose caillebotis et serrurerie			
	Claude CABROL	c.cabrol@larroque-metal.fr		
(Titulaire)				
	LORENZI / Peinture du second oeuvre	N° 47, Avenue de Bigorre	31210 MONTREJEAU	
	François COURTIOUX	toulouse@lorenzi31.fr		
	M. PEREIRA	toulouse@lorenzi31.fr		
(Titulaire)				
	MANFRE Jacques / Faux plafonds - Cloisons du second oeuvre	14, RUE PAUL ROCACHE	31000 TOULOUSE	
	Jacques MANFRE	contact@manfre.fr		
	Laurent MICHALSKI	contact@manfre.fr		
	M. POYER	contact@manfre.fr		
Charpente Métallique (Sous-Traitant de DEMATHIEU & BARD / Charpente métal. – GO - Serrurerie - Men. Exter.)				
	MIRAMOND MASSOL / Montage charpente métal. et plancher collaborant		82 CAYLUS	
	Laurent BALA	l.bala@miramond-massol.com		
	M. FAVALESSA	j.favalessa@miramond-massol.com		
(Titulaire)				
	PEREA / Menuiseries Inter. du second oeuvre	41 Av Larrieu Thibaud 31000 TOULOUSE		
	Thierry PEREA	contact@menuiserie-perea.fr	06 80 25 89 20 05 61 40 40 05	
Second oeuvre (Sous-Traitant de KALITEC / Plomberie - CVC - GTC - Désenfumage)				
	PRESTACALORIFUGE / Isolation des réseaux			
	M. LETHUILLIER	prestacalorifuge@yahoo.fr		
Infrastructure - Gros Œuvre (Sous-Traitant de DEMATHIEU & BARD / Charpente métal. – GO - Serrurerie - Men. Exter.)				
	PROFORSIAGE / Carottages	101 Chem. des Pêchers	34130 Mauguio	
	Angelo PAWLUS	toulouse@proforsciage.fr		
Second oeuvre (Titulaire)				
	SPIE FACILITIES / Titulaire du contrat maintenance exploitation du site		31 TOULOUSE	
	Franck CALVET	franck.calvet@cea.fr		

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION -
COORDINATION SPS**Bat 15 - 12 rue Michel Labrousse BP 64797
31047 TOULOUSE Cedex 1**BUREAU
VERITAS**Opération : 31/LABEGE - AMENAGEMENT
INTERIEUR BATIMENT BART HALLE 2
N° affaire : 15090272_1-84YEF AE

Rôle(s)			
Raison sociale		Adresse	CP - Ville
Interlocuteur		Email	Téléphone Fax
Second oeuvre (Titulaire)			
SPIE SUD-OUEST / Titulaire électricité	70 chemin de Payssat	31029 TOULOUSE Cedex 4	
Jean Louis BRUNETTA	jl.brunetta@spie.com		
Julien GRISEL	julien.grisel@spie.com		
M. HERIVEAU	laurent.heriveau@spie.com		
Second oeuvre (Sous-Traitant de KALITEC / Plomberie - CVC - GTC - Désenfumage)			
ZARDO STR EL CVC KALITEC	10 CH DE BELLEVUE 31280 AIGREFEUILLE		
DAMIEN ZARDO	ent-zardo@hotmail.fr	06 30 27 88 04	

LISTE DES PIECES JOINTES AU D.I.U.O.

- BH2_PRO_EBS_STR_PLN_TN_001_B Zoning des surcharges (002)
- BH2_DOE_EBS_PLN_STR_RDC_001_A



OPERATION: 31/LABEGE - AMENAGEMENT INTERIEUR BATIMENT BART HALLE 2

PROCES VERBAL DE REMISE DU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE

Ce document intègre le RJC
(Suivant Article 4532-39 du code du travail)

Maître d'Ouvrage :

CEA GRENOBLE

Aline DECHAMP CEAGRE/DPEI/CPRTT
17 RUE DES MARTYRS
38054 GRENOBLE CEDEX 9

Operation :

31/LABEGE - AMENAGEMENT INTERIEUR BATIMENT BART HALLE 2
CEA Tech Occitanie, 51 Rue de l'Innovation
31670
LABEGE

Le Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage Rev2, ouvert à la date du 17 juin 2022 et comportant 37 pages est remis ce jour par Arnaud DOUMENG, Coordonnateur réalisation, au Maître d'Ouvrage représenté par Aline DECHAMP CEAGRE/DPEI/CPRTT.

Fait à : **BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - COORDINATION SPS**

Bat 15 - 12 rue Michel Labrousse BP 64797
31047 TOULOUSE Cedex 1

Le : 19 septembre 2024

OBSERVATIONS EVENTUELLES :

Le Coordonnateur Réalisation :

Le Représentant du Maître d'Ouvrage :

Aline DECHAMP
Cheffe de Projet Infrastructure
DG/CEAGRE/DPEI/CPRTT